

CONVENTION DE CONTRIBUTION DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE SIGNEE AVEC UNE ORGANISATION INTERNATIONALE

DCI-FOOD/2009/223-149

Entre

L'Union européenne, représentée par sa Délégation en République d'Haïti ayant son siège à l'Immeuble Hexagone, à l'angle des rues Clerveaux et Darguin 4ème, 5^{ème} et 6^{ème} étages, « l'Administration contractante »)

d'une part,

et

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) ayant son siège à 1300 New York Avenue N.W, Washington, D.C. 20577, Etats-Unis d'Amérique, (« l'Organisation »)

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Conditions Particulières

Article 1 - Objet

- 1(1) La présente Convention ainsi que ses annexes mentionnés à l'article 6 des présentes Conditions Particulières (ci-après la «Convention ») a pour objet l'octroi par l'Administration contractante d'une contribution (la «Contribution») en vue de la mise en œuvre de l'action intitulée « Cofinancement du programme des chaines rurales - Composante santé animale et protection végétale (l'Action) » comme décrit à l'annexe I.
- 1(2) La contribution est octroyée à l'Organisation aux conditions stipulées dans la présente Convention et constitué des présentes conditions particulières (les « Conditions Particulières ») et de leurs annexes.
- 1(3) L'Organisation accepte la contribution et s'engage à faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre en œuvre l'Action sous sa responsabilité conformément aux dispositions de la Convention.

Article 2 – Entrée en vigueur et période de mise en œuvre

- 2(1) La présente Convention entre en vigueur à la date de la dernière signature des deux Parties.
- 2(2) La mise en œuvre de l'Action liée à la présente Convention commence le 1^{er} février 2010.
- 2(3) La période de mise en œuvre de l'Action, telle que spécifiée à l'annexe I, est de 24 mois à partir de la date de mise en œuvre de la présente Convention défini à l'article 2(2) ci-dessus des Conditions Particulières.

Article 3 - Financement de l'Action

- 3(1) Le coût total de l'Action éligible au financement de l'Administration contractante est estimé à 2.235.000,00 EUR, tel que détaillé à l'annexe III.
- 3(2) L'Administration contractante s'engage à financer la Contribution jusqu'à concurrence de 1.350.000,00 EUR, équivalent à 60,40% du coût total éligible mentionné au paragraphe 1; le montant final étant fixé en conformité avec l'article 17 (1) de l'annexe II.

Article 4 - Rapports descriptifs et financiers et modalités de paiement

- 4(1) Les rapports descriptifs et financiers sont présentés à l'appui des demandes de paiement, conformément aux articles 2 et 15(1) de l'annexe II.
- 4(2) Le paiement s'effectuera conformément à l'article 15 de l'annexe II; l'option suivante mentionnée à l'article 15(1) étant d'application :

Option 2

Premier préfinancement	770.000 EUR
------------------------	-------------

Montant prévisionnel du second versement de préfinancement (sous réserve des dispositions de l'annexe II)	450.000 EUR
--	-------------

Montant prévisionnel du paiement de solde (sous réserve des dispositions de l'annexe II)	130.000 EUR
---	-------------

- 4(3) Le taux de change mentionné à l'article 2.7 de l'annexe II sera le taux de change applicable effectivement utilisé pour la conversion en dollars des Etats-Unis d'Amérique de chaque tranche que reçoit l'Organisation selon les modalités prévues ci-dessus à l'article 4(2) des Conditions Particulières et telle qu'enregistrée dans les comptes de l'Organisation.

Article 5 - Adresses pour communications

Toute communication faite dans le cadre de cette Convention doit revêtir la forme écrite, préciser le numéro et l'intitulé de l'Action et être envoyée aux adresses mentionnées ci-après.

Pour l'Administration contractante :

Les demandes de paiement et rapports y afférents, ainsi que les demandes de changement de compte bancaire doivent être adressés en deux copies:

- une copie à

Délégation de l'Union Européenne en Haïti

Immeuble Hexagone

BP 15588 Pétion-Ville Haïti

Angle des rues Clerveaux et Darguin, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} étages

Pétion-Ville, Haïti

- et une copie à:

Section Contrat Finance

Délégation de l'Union Européenne en Haïti

Immeuble Hexagone

BP 15588 Pétion-Ville Haïti

Angle des rues Clerveaux et Darguin, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} étages

Pétion-Ville, Haïti,

Lorsqu'il s'agit des rapports mentionnés à l'article 4(1), trois copies doivent être adressés à la Délégation CE, deux selon les instructions précédentes et la troisième copie à:

Section Développement Rural, Sécurité Alimentaire et Environnement

Délégation de l'Union Européenne en Haïti

Immeuble Hexagone

BP 15588 Pétion-Ville Haïti

Angle des rues Clerveaux et Darguin, 4^{ème}, 5ème et 6ème étages

Pétion-Ville, Haïti

Pour l'Organisation :

Responsabilité technique

A l'attention de :

Eduardo Almeida

Représentant de la Banque Interaméricaine de Développement

Représentation en République d'Haïti

Bourdon 389

Boîte Postale 1321

Port-au-Prince

Toute autre question :

A l'attention de :

Marguerite Berger

Chief

Vice-Presidence for Countries / Grants and Co-financing Management

1300 New York Ave. NW

Washington, DC 20577

Article 6 - Annexes

6(1) Sont annexés aux présentes Conditions Particulières et font partie intégrante de la présente Convention les documents suivants :

Annexe I : Description et de l'Action

Annexe II : Conditions Générales (Les "Conditions Générales") applicables aux conventions de contribution de la Communauté européenne signées avec des organisations internationales

Annexe III : Budget de l'Action

Annexe IV : Fiche « signalétique financier »

Annexe V : Modèle de demande de paiement

6(2) En cas de conflit entre les dispositions des annexes et celles des Conditions Particulières, ces dernières prévalent. En cas de conflit entre les dispositions de l'annexe II et celles des autres annexes, les premières prévalent.

Article 7 - Autres conditions spécifiques applicables à l'Action

7(1) Les Conditions Générales sont complétées par les dispositions suivantes :

- 7(1)(1) Comme décrit à la Section V "Organisme et Mécanismes d'Exécution" de l'annexe I, l'exécution de l'Action sera réalisée par une agence d'exécution (« l'Agence d'exécution ») qui est tenue d'agir conformément aux règles et procédures de l'Organisation. L'Administration contractante reconnaît que l'Agence d'exécution est une entité séparée et indépendante de l'Organisation et que sa relation avec celle-ci au titre de la présente Action est soumise à un contrat signé conformément à l'article 10.1 des Conditions Générales, ainsi qu'aux règles et procédures de l'Organisation applicables à l'exécution de projets de coopération technique par des agences d'exécution.
- 7(1)(2) Par dérogation à l'article 5 des Conditions Générales et sous réserve de ses propres règles relatives à la divulgation d'informations, l'Organisation peut rendre la présente Convention disponible au public.
- 7(1)(3) Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme une dérogation expresse ou implicite aux privilèges et immunités accordés à l'Organisation conformément aux dispositions de l'Accord constitutif de la Banque Interaméricaine de Développement, y compris celles concernant l'inviolabilité des archives de l'Organisation ou celle des lois de chacun de ses pays membres. La présente disposition ne limite pas le droit de l'Administration contractante de recevoir les rapports et les informations prévus à l'article 2 et aux articles 16.2 et 16.3 des Conditions Générales, ni de réaliser des inspections, y compris sur place, conformément à l'article 16.4 des Conditions Générales.
- 7(1)(4) L'emploi du nom et du logo de l'Organisation à des fins autres que celles mentionnées à l'article 6.6 des Conditions Générales requiert l'approbation préalable écrite de l'Organisation.
- 7(1)(5) L'article 7.3 des Conditions Générales ne s'applique pas à l'Action dans la mesure où les équipements, les véhicules ou le matériel sont achetés directement par les autorités ou les partenaires locaux.
- 7(2) Les modifications ou dérogations aux Conditions Générales suivantes s'appliquent :
- 7(2)(1) L'article 2.3, premier paragraphe, est modifié comme suit : « L'Organisation transmettra à l'Administration contractante des rapports d'avancement selon les modalités indiquées ci-après. Chaque rapport donnera un compte-rendu complet de tous les aspects de la mise en œuvre de l'Action pendant la période sur laquelle il porte.
- 7(2)(2) L'article 11.3 est modifié comme suit : « L'Administration contractante peut demander à l'Organisation de suspendre la mise en œuvre de toute ou partie de l'Action si les circonstances (principalement de force majeure) rendent cette mise en œuvre impossible ou trop difficile ou dangereuse. La présente Convention peut être résiliée conformément à l'article 12.1. En l'absence de résiliation, l'Organisation et l'Administration contractante s'efforceront de limiter la période de suspension et reprendront la mise en œuvre dès que les conditions le permettront, après avoir obtenu l'accord écrit de l'Administration contractante. »
- 7(2)(3) L'article 14.4, premier paragraphe, est modifié comme suit : « Pour aider au recouvrement des coûts administratifs liés à la Contribution, l'Organisation facture et retiendra une commission de cinq pour cent (5%) telle que stipulée dans le Budget de l'Action (annexe III). Cette commission est perçue au moment du premier versement de la Contribution, tel que décrit à l'article 4(2) des Conditions Particulières. »

Article 8 Autres conditions particulières applicables au contrat

- 8.1 "Le cas échéant, toutes les références à "la Communauté (européenne)/aux communautés (européennes)" aux annexes du présent contrat devraient être lues comme faisant référence à l' "Union européenne".

Fait à Port-au-Prince en trois exemplaires en langue française, dont deux remis à l'Administration contractante et un à l'Organisation.

Pour l'Organisation

Nom : Eduardo Almeida
Fonction : Représentant de la
Banque en Haïti

Signature

Date



22/12/09

Pour l'Administration contractante

Nom : Francesco Gosetti di Sturmeck
Fonction: Ambassadeur
Chef de Délégation

Signature

Date

19/12/2009



**Demande de paiement pour une convention de contribution
signée avec une organisation internationale**

Date 21 décembre 2009

Au Chef de la Délégation de l'Union Européenne en Haïti
Immeuble Hexagone BP 15588, Pétion-Ville Haïti

Numéro de référence de la Convention : **DCI-FOOD/2009/223-149**

Titre de la Convention : «Projet d'Appui au renforcement du suivi de la sécurité alimentaire à travers les observatoires »

Dénomination et adresse de l'Organisation : La Banque Interaméricaine de Développement (BID) ayant son siège à 1300 New York Avenue N.W Washington, D.C 20577, Etats-Unis d'Amérique.

Numéro de la demande de paiement : 1

Période couverte par la demande de paiement : février à janvier 2011.

Monsieur Gosetti

J'ai l'honneur de vous demander le paiement du premier préfinancement au titre de la Convention mentionnée ci-dessus.

Le montant demandé est de : 770,000 EUR


Les pièces justificatives jointes sont les suivantes :

- Convention signée (pour le paiement du premier préfinancement)

Je certifie sur l'honneur le caractère complet, fiable et sincère des informations contenues dans la présente demande de paiement. Je certifie aussi que les coûts encourus peuvent être considérés éligibles conformément aux dispositions de la Convention et que la présente demande de paiement est étayée par des pièces justificatives adéquates susceptibles de faire l'objet d'un contrôle.

Le paiement doit être effectué au compte bancaire suivant : Bank of America, N.A LONDON
No. GB42BOFA16505036054021

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations,


Eduardo Almeida
Représentant de la BID